qui dominait dans leurs nouvelles, tantôt la soumission, et dans un cas comme dans l'autre, c'était toujours un amoindrissement de l'Eglise qui en était le résultat, d'après eux... Les sectaires du gouvernement, réunis spécialement en conseil des ministres, décontenancés par le refus attristé, mais irrésistible de Pie X d'accepter leur loi, n'ont pu réussir encore à prendre une décision ; les journaux anticatholiques ont eu une paralysie dans leur haine de prime abord ; la presse chrétienne n'a eu qu'un cri : l'union sous les ordres des évêques conduits eux-mêmes par le Pape !

L'effort des sectaires du gouvernement pour faire appliquer la loi, la crainte de la résistance du Pape et des évêques constituent ce que nous appellerons l'argument populaire en faveur de la thèse de la résistance.

Evidemment ceux qui persécutent l'Eglise, depuis vingt-cinq ans, n'ont pas travaillé pour elle dans la loi de séparation ; leur but était connu : c'est contre elle et dans leur intérêt qu'ils l'ont votée ;—ils veulent l'appliquer à tout prix ; nous sommes avertis : nous devons résister, des intellectuels soumissionnistes l'ont vu mieux encore que le commun des catholiques, étrangers aux machinations de la politique. Pourquoi ont-ils conclu pour « l'essai loyal » ? Autre cause d'étonnement.

Nous ne ferons pas un grief aux « soumissionnistes » d'avoir mis en ligne de compte la confiscation des biens des églises à laquelle la résistance nous expose. Il est bien permis de ne pas négliger cet intérêt. L'Eglise professe son droit de propriété ; elle a défendu dans tous les temps le patrimoine que les peuples lui avaient constitué : les papes ont protesté contre les usurpateurs ; des évêques ont versé leur sang plutôt que de céder aux convoitises des rois appuyés par les armes ; le *Syllabus* a condamné la proposition XXVI, qui nie que l'Eglise ait le droit originel et légitime de posséder. Pie X, dans ses longues et douloureuses délibérations, a mesuré d'un regard attristé les ruines qu'il allait entasser en France : le clergé réduit à la pauvreté, les temples désaffectés et livrés peut-être aux profanations : son cœur a saigné avant de signer l'encyclique du 10 août ; il l'a signée pourtant en considérant qu'il y a pour l'Eglise un intérêt supérieur à celui de ses biens. Cet intérêt, après le salut de la hiérarchie ecclésiastique divinement instituée, c'est la liberté qu'elle ne sacrifiera jamais. Les « soumissionnistes, » en balançant dans leurs réflexions le pour et le contre, n'ont pas saisi la valeur respective de ces deux intérêts ; ils ont voulu racheter les biens de l'Eglise au prix de sa liberté, sans considérer s'ils atteignaient leur but. L'éco-